

LIBÉRÉ DE GUANTANAMO ET ACCUEILLI EN FRANCE

L'Algérien, Kouchner et la raison d'État

Le 10 janvier dernier, et afin de marquer les dix ans d'existence du centre de détention américain de Guantanamo, Amnesty International France (AIF) a organisé une conférence de presse à Paris avec, pour «vedette», Saber Lahmar, un Algérien de 42 ans, libéré par les Américains en décembre 2009, et accueilli depuis pour «raisons humanitaires» par la France.

A l'époque, le ministère français des Affaires étrangères, dirigé par Bernard Kouchner, très connu pour son implication dans le conflit bosniaque, avait justifié cette décision par son souci de contribuer «(...) comme d'autres Etats européens et non-européens, à la mise en œuvre de la décision prise par le président Obama, au lendemain de son investiture, de procéder à la fermeture du centre de détention de Guantanamo.

Nous avons fait le choix d'apporter notre soutien à la mise en œuvre de cette décision, qui répond à une attente exprimée de longue date par l'Union européenne».

Le communiqué officiel du Quai d'Orsay précisait même que le gouvernement français allait s'atteler à la «bonne intégration» de Saber Lahmar en France en lui assurant les «conditions de sécurité et de sérénité nécessaires».

Le texte ne précisait toutefois pas si, du fait que le concerné portait la nationalité algérienne, Paris avait consulté Alger avant de décider d'accueillir Lahmar sur son territoire. Ce qui, manifestement, n'a pas été le cas. Difficile de croire que les décideurs français aient choisi de risquer de froisser un partenaire important, au plan sécuritaire notamment, pour voler au secours d'un individu, même pour «raison humanitaire».

Et si les véritables motifs de cette décision résidaient ailleurs ? Qu'est-ce qui interdirait aux observateurs de penser que, en fait, la France n'a fait que «récupérer» un homme qui lui a rendu service alors qu'il activait dans les milieux islamistes en Bosnie à l'époque où cette région constituait un point de jonction privilégié entre la nébuleuse intégriste en Europe et Al-Qaïda de



Bernard Kouchner.

Ben Laden en Afghanistan ? Sachant le rôle joué par Bernard Kouchner en Bosnie, et sa (trop) grande proximité avec les «réseaux

d'Etat» français, il serait naïf de croire que la décision prise par le Quai d'Orsay, qu'il dirigeait au moment de la décision d'accueillir Saber Lahmar en France, ne relève pas plutôt d'un deal franco-américain, dicté par la raison d'Etat, afin de contenir tout risque de divulgation sur le véritable rôle joué par «le french doctor» dans cette partie du monde.

Les «jérémiades» de Saber Lahmar lors de sa sortie médiatique parisienne le 10 janvier, sur les conditions de son séjour en France, qu'il qualifie de «grand Guantanamo», et la révélation de son avocat concernant le versement des USA à la France «de sommes d'argent pour accueillir certaines personnes comme c'est le cas de Saber Lahmar», n'ont pas manqué d'être lues sous cet angle.

Autrement dit, le «cas humanitaire» exige de la France plus de gratitude envers lui, sous peine de quoi certains souvenirs de Sarajevo peuvent vite remonter à la surface. Et si, en fin de compte, il ne s'agissait que de ça ?

Mokhtar Benzaki

ARRESTATION DE MOURAD DHINA

Goebbels aussi était docteur

La campagne de dénonciation de l'arrestation de Mourad Dhina s'amplifie. Des personnalités historiques se joignent aux chœurs éplorés qui couinent la fable du bon père de famille arbitrairement ciblé et indûment poursuivi.

Un opposant, prétendument démocrate, qui ne parle de la démocratie, de la liberté et des droits de l'Homme qu'en ce qu'ils ouvrent «à tous» la voie de l'accession au pouvoir, sans aucun souci du sort qui pourrait être fait à toutes ces généreuses valeurs, une fois que la toile de la nébuleuse islamiste sera étendue sur l'Etat et la société.

Il n'y a plus que du docteur par-ci, du docteur par-là ! Comme si cela pouvait suffire à adoucir son image. Docteur..., Goebbels aussi l'était. Et Dhina porte ce titre de manière aussi sinistre que l'autre. L'histoire regorge, malheureusement, d'esprits brillants qui ont mis l'intelligence, l'érudition et le savoir au service de la dévastation et de la mort. Le passé de son père, combattant et de commis de l'Etat, est mobilisé à la rescousse pour détourner de la seule chose qui compte dans le dossier de ce monsieur : sa responsabilité de chef du FIS, et l'implication personnelle qu'il a pu ou pas avoir dans des actions terroristes en Europe ou en Algérie.

Tout est fait pour faire accroire à l'arrestation d'un pauvre opposant expatrié. D'un prisonnier «politique». Alors qu'à l'évidence, l'interpellation de Dhina ne peut tenir que de la conviction des autorités judiciaires françaises d'être face à des éléments suffisants pour le confondre dans son activité de chef terroriste.

J'ai la «naïveté» de croire que la justice française ne s'actionne pas selon le bon vouloir des princes. Ceux qui forcent la caricature, pour masquer la différence entre une justice instituée en pouvoir séparé et une autre aux ordres, en l'occurrence les soutiens de Dhina, ne font qu'étaler leurs propres rapports fallacieux à la démocratie, aux valeurs républi-

caines et à la défense des droits de l'Homme.

Ils excellent dans les procédés qui procèdent d'une maîtrise éprouvée des techniques de désinformation, de conditionnement des opinions et d'intimidation des acteurs politiques.

Sans des charges sérieuses et largement documentées, il est inenvisageable (toujours cette même «naïveté») que les juges antiterroristes français engagent leur notoriété et leur crédibilité dans une telle affaire. S'il y a des aspects politiques qui peuvent se rattacher à ce dossier, ils ne peuvent être, somme toute, que mineurs et ne se rapporter qu'à l'opportunité de l'entame des poursuites et du choix du moment de le faire ; mais certainement pas de la consistance du dossier en lui-même.

Ma naïveté, par contre, ne va pas jusqu'à croire que ce dossier

soit de confection récente ; qu'il n'ait pas été utilisé, d'abord, comme moyen de pression, ou encore qu'il soit unique en son genre.

La vocation de ces dossiers, qui doivent moisir dans les tiroirs des antichambres politiques ou de services, ne devrait pas être de servir dans des tractations honteuses et obscures mais d'amener devant leurs juges tous les responsables de la guerre d'agression qui nous a été menée.

Dhina, pour en revenir à lui, tout fier qu'il fût de ses «martyrs» nous raillait de pleurer nos victimes et de ne pouvoir les désigner par autre chose que cette sombre et presque honteuse désignation de «victimes».

Il disait : «Que ces intellectuels de gauche aient le courage d'assumer leur action. Qu'ils disent : nous nous sommes engagés dans une guerre et certains d'entre

nous l'ont payée de leur vie. Qu'ils en fassent des martyrs pour eux.» «Qu'ils en fassent des martyrs pour eux.» !

Nos morts, que Dhina nous conseille d'élever au rang de martyrs, le sont non seulement pour l'Algérie, mais pour l'humanité tout entière. Ils le sont parce qu'ils ont fait face à la barbarie. Ils l'ont fait avec leurs plumes, leurs paroles, leurs combats d'idées. Ils n'ont payé de leur vie que leur détermination à demeurer debout et à faire face à la bête sanguinaire.

Ils ont résisté, de cette résistance quotidienne qu'était le refus de porter un accoutrement gommeur d'individualité et de féminité, ou le refus de cesser de dispenser des cours dans une école, ou encore de refuser de se faire porteur de bombe malgré soi.

Mais il n'y a pas que les intellectuels, les femmes ou les simples citoyens. Il y a aussi ceux

qui, militaires, membres des forces de sécurité, ou Algériens volontaires, qui les armes à la main ont contenu la déferlante islamiste et réduit ses prétentions. Les calculs des officines et des clans, s'ils ont compromis la finalité de cette résistance, n'en ont pas changé l'essence humaniste, ils ne pouvaient, ils ne pourront le faire.

Il faut aussi rappeler ce qu'était cette bête, cette armée d'assassins, que Dhina a pu armer, soutenir et orienter. Ces monstres étaient des enfourneurs d'enfants, des égorgers de vieillards, des violeurs, des criminels de guerre.

Et tant pis pour ceux qui, par démocratisme de pacotille, se laissent aller à l'oubli ou à la dénégation et associent leurs noms à cette pétition qui demande à soustraire un bourreau à la justice, d'Algérie ou d'ailleurs.

Mohand Bakir

NOUVEAUX PARTIS POLITIQUES

La frénésie est islamo-nationaliste

Quelle obédience prédomine chez la quinzaine de partis politiques en voie de constitution, heureux bénéficiaires du fameux sésame de l'Intérieur qui les laisse espérer s'inscrire ès qualités en compétition électorale ? A considérer les profils des leaders, sinon leurs parcours militants, pour ceux qui en ont, il est notable que ce sont les bannières islamiste et nationaliste qui tiennent le haut du pavé.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Dans la confusion des nouveaux sigles, redondance anagrammatique de quelques lettres de l'alphabet, il ne serait pas aisé pour le commun des Algériens de distinguer précisément entre les chapelles. Surtout si, dans leurs substances, les laïus viendraient à se décliner pareillement et à opérer de la même projection. Si ce n'est l'éternel couvre-chef immaculé et la barbe non imbibée de henné de son chef, le Front de Djaballah se confondrait bien avec le Front de Menasra ou encore celui de Benabdeslam. Trois fronts qui se proclament, sinon se réclament ouvertement, comme d'un acte de foi, de la mouvance isla-

miste. Abdallah Djaballah, l'homme aux échecs partisans répétés, ne se résigne pas à une prosternation devant la fatalité qui, jusque-là, ne lui a qu'hérissé le poil. Il s'aménage une nouvelle monture politique, dans la lignée des deux précédentes qu'il a eu à enfourcher : le Front pour la justice et le développement (FJD).

Disciple de Djaballah à Ennahda, puis à El Islah, Djamel Benabdeslam érige également son front : le Front pour une Algérie nouvelle (FAN). Le troisième front du lot est à l'actif de Menasra Abdelamadjid, dissident du MSP. Cet ancien ministre, qui a maille à partir avec Aboudjerra Soltani, crée le Front du change-

ment national (FNC). Ceci pour la partie visible de l'iceberg islamiste. Dans le long chapelet de sigles partisans autorisés à réunir des congrès constitutifs, des ambitions islamistes pourraient bien se cacher.

Héritage assumé de Wafa de Ahmed Taleb Ibrahim, le Parti pour les libertés et la justice (PLJ) de Mohamed Saïd en est l'illustration. Ceci même si, ruse militante oblige, Mohamed Saïd s'innocente d'être islamiste. Pour le reste des postulants au portillon de l'Intérieur, excepté quelques figures comptabilisant un parcours militant visible, on ne sait pour la plupart à quelle sève idéologique ils sont nourris. C'est le cas du Front national pour les libertés (FNL) de Mohamed Zerrouki, du Parti national algérien de Youssef Hamidi, du Parti de la jeunesse démocratique de Salim Khelfa, etc.

Des partis auxquels il n'est pas aisé de coller un identifiant idéolo-

gique, tant est que, embryonnaires, ils n'ont produit que des bribes de discours. Mais on peut supposer qu'ils se mettront en mode nationaliste. Un mode fourre-tout très en vogue. En revanche, on distingue nettement les nouveaux partis qui postulent à élargir la sphère des partis nationalistes traditionnels. Entre autres, le Front national pour la justice sociale (FNJN) de Khaled Bounedjma, l'Union des forces sociales et démocratiques (UFSD), le parti Fedjr el Djadid de Tahar Benbaïbeche.

Côté démocrates, on est très loin de l'essai. Seules trois initiatives sont à cataloguer comme franchement démocratiques : l'Union des démocrates républicains (UDR) de Amara Benyounés, Jil el Djadid de Sofiane Djilali, voire aussi l'Union des forces sociales et démocratiques de Nouredine Bahbouh.

S. A. I.